

Moscou promet des mesures de rétorsion contre les médias français après le gel des avoirs de RT France

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 3 heures,
Mis à jour il y a 2 heures



Le média RT, y compris sa version francophone RT France, a été interdit de diffusion dans l'UE à partir du 2 mars. *Lionel BONAVENTURE*
/AFP

La Russie a réagi au gel des comptes bancaires de la branche française de la chaîne russe RT, suspendue dans l'UE depuis l'invasion de l'Ukraine.

Moscou a promis samedi de prendre des mesures de rétorsion contre les médias français en Russie, après que les comptes bancaires de RT France, branche française de la chaîne russe RT qui est suspendue dans l'UE, ont été gelés.

«Le gel des comptes de RT France entraînera des mesures de rétorsion contre les médias français en Russie. Elles resteront dans les mémoires si les autorités françaises ne cessent pas de terroriser les journalistes russes», a averti une source au sein de la diplomatie russe, citée par les agences de presse russes Ria Novosti et Tass.

«Désinformation»

Vendredi, les syndicats de RT France avaient dénoncé le gel des comptes de la chaîne en France. Interrogé par l'AFP, le ministère français de l'Economie avait précisé que les avoirs de la chaîne avaient été gelés en application des sanctions européennes les plus récentes et non à l'initiative de l'Etat français.

«Avec cette sanction, ce sont près de 100 salariés et environ une cinquantaine de journalistes qui basculeront probablement dans le chômage», s'étaient émus dans un communiqué les sections FO (Force ouvrière) et SNJ (Syndicat des journalistes) de RT France, selon qui les comptes «sont gelés sur décision de l'Etat» français.

Une source au ministère a souligné à l'AFP que cette mesure procédait du «*dernier paquet de sanctions*» européennes de décembre dernier.

Contrairement aux sanctions initiales décidées après l'intervention militaire russe en Ukraine en février 2022, celles prises en décembre prévoient un «gel des avoirs» des entités visées, a précisé cette source. Parmi ces entités figure «ANO TV Novosti, maison mère détenant RT France à 100%», ce qui explique donc par contrecoup le gel «des avoirs de RT France», a poursuivi la même source.

Accusés d'être des instruments de «*désinformation*» du Kremlin, les médias Sputnik et RT (y compris sa version francophone RT France) ont été interdits de diffusion dans l'UE à partir du 2 mars, à la télévision comme sur Internet, à la suite d'un accord des Vingt-Sept peu après le début du conflit en Ukraine.

Saisie par RT France, la justice européenne avait confirmé cette décision en juillet. Ce paquet initial de sanctions interdisait seulement la diffusion des contenus de RT dans l'UE, et non leur production elle-même.

Jusqu'à présent, RT France continue donc de produire et diffuser des contenus, consultables malgré l'interdiction via un réseau privé virtuel (VPN), un service permettant de naviguer sur le web en contournant le blocage. La situation française est particulière car, depuis la suspension de RT en Allemagne fin 2021, la France était le seul Etat membre de l'UE à héberger une filiale de RT sur son sol.

À VOIR AUSSI - «La solution finale de la question russe»: Moscou compare l'Occident à Hitler et aux nazis